

2/02/06

6/02/06

8/02/06

EN BREF

La Corée baisse ses quotas cinématographiques

■ Le 26 janvier, le gouvernement sud-coréen a annoncé la réduction de moitié de ses quotas cinématographiques. À partir du 1^{er} juillet, ce seront seulement 73 jours par an et par écran de cinéma, au lieu de 146, qui seront réservés. Pendant ces périodes, au moins 40 % des films projetés doivent être sud-coréens. Associée à un soutien à la production et à la diffusion, cette politique, mise en place au début des années 1990, avait permis l'envol d'un cinéma de qualité, tant commercial que d'auteur. L'abandon des quotas était réclamé par les États-Unis, comme précondition à des négociations sur un accord bilatéral d'investissement entre les deux pays.

Seiji Ozawa annule ses concerts viennois pour 2006

■ Malade, le directeur musical de l'Opéra national de Vienne, Seiji Ozawa, a dû annuler ses engagements pour le reste de l'année 2006. Agé de 70 ans, le chef d'orchestre japonais avait été hospitalisé à la mi-janvier à Tokyo pour un « refroidissement prolongé ». Son retour était prévu pour mars, mais sur ordre de ses médecins, il doit « subir une phase de convalescence prolongée ». Le contrat de Seiji Ozawa court jusqu'à la fin de la saison 2009-2010.

600 000

visiteurs ont arpenté l'exposition « Vienne 1900 », soit près de 6 300 par jour, selon le ministère de la culture. Un véritable succès, qui situe la réunion des œuvres de Klimt, Schiele, Moser et Kokoschka en quatrième position au palmarès des expositions présentées aux galeries nationales du Grand Palais.

L'Autriche restitue cinq œuvres de Klimt

■ L'Autriche a annoncé jeudi dernier qu'elle renonçait à acheter cinq chefs-d'œuvre du peintre Gustav Klimt, et qu'elle allait les restituer à leur propriétaire légitime, Maria Altmann. Motif : le pays ne dispose pas des 250 millions d'euros nécessaires. L'héritière américaine d'une famille juive avait obtenu d'un tribunal arbitral la restitution de ces œuvres, dérobées à son oncle par les nazis. Elle ne voulait vendre qu'à l'État autrichien, mais le prix demandé a fait reculer même les mécènes sollicités par les pouvoirs publics. À titre comparatif, le budget des acquisitions des musées autrichiens pour 2005 s'est élevé à 70 millions d'euros. Les tableaux sont deux portraits d'Adèle Bloch-Bauer, (1907 et 1912), un Pommier de 1912, une Forêt de hêtre de 1903, et les Maisons à Unterach sur l'Attersee de 1916. Le départ de ces œuvres soulève l'indignation, surtout dans l'opposition, alors que des solutions à l'amiable existaient. En 1999 en effet, Maria Altmann avait fait une proposition en ce sens, que Vienne avait laissé sans réponse. Désormais, elle pourra mettre les tableaux aux enchères.

EN BREF

La jeunesse est en position de force pour les Victoires de la Musique

■ La chanteuse Camille est annoncée pour la tête du palmarès. Nommée dans les catégories « révélation du public », « révélation scène », « chanson originale de l'année » et « album révélation » pour Le Fil, la jeune artiste arrive en tête des citations, en compagnie d'Amel Bent et de Raphaël, trois nominations chacun. Le « casting » réunit aussi des habitués de longue date, tels que Zazie (« artiste féminine », « concert »), Alain Souchon (« chanson originale ») ou encore Jean-Louis Aubert (« artiste masculin », « album rock »). Diffusée le 4 mars sur France 2, la cérémonie devrait être plus courte que d'habitude, s'achevant vers 0h30, malgré 27 titres « live » au programme. Elle sera présentée en duo par Michel Drucker et Nagui. Autre nouveauté : la section « musique du monde » fera l'objet d'une cérémonie spécifique prévue à l'automne.

► **PATRIMOINE.** La ville de Marseille va créer un mémorial de *La Marseillaise*. Il sera situé dans le centre-ville, autour des vestiges d'un ancien jeu de paume d'où partirent pour Paris, en 1790, les fédérés marseillais. Ce sont eux qui donnèrent son nom à la chanson des soldats de l'armée du Rhin, composée par Rouget de Lisle. La rénovation du bâtiment devrait commencer au deuxième trimestre 2006, pour une durée d'un an, pour un coût de 2,4 millions d'euros.

► **ART.** Une peinture de jeunesse de Paul Cézanne vient enrichir les collections du musée d'Orsay. *Le Christ au Limbes*, peint à l'origine sur une paroi du salon de la maison de famille du peintre, a été accepté par l'État en dation (réglement d'une dette par un bien autre que celui prévu) de la part de la famille Pellerin. Héritière de l'industriel Auguste Pellerin, l'un des plus grands collectionneurs de Cézanne, elle avait déjà fait don de plusieurs œuvres.

► **ARCHITECTURE.** La démolition du Palais de la République, à Berlin, a commencé lundi. Bâtiment emblématique de l'ancienne Allemagne de l'Est, cet énorme parallélépipède de verre fumé et d'acier, situé au cœur de la capitale, était à l'époque de la RDA une gigantesque maison de la culture et abritait le Parlement du régime. Depuis quelques années, il accueillait expositions, concerts ou spectacles de danse contemporaine. Il doit être remplacé à terme par un nouveau centre culturel.

Le cimetière de Keats et Shelley à Rome est à l'abandon

■ Le cimetière des non-catholiques, à Rome, risque à terme de se retrouver à l'état de friche, faute de ressources financières. Géré par une commission d'ambassadeurs qui ne lui alloue pas d'argent de façon régulière, il survit grâce aux oboles des visiteurs, qui s'avèrent insuffisantes. Dans ce lieu, réservé à l'inhumation des étrangers et des non-catholiques que l'Église refusait dans les cimetières de la Ville éternelle, 2 500 tombes rongées par l'humidité et la pollution dorment sous l'ombre de grands cyprès, noyées dans la verdure... Parmi ses pensionnaires les plus connus, les poètes John Keats et Percy Shelley. Seules 500 tombes sont encore entretenues par les familles des défunts. Pour s'occuper des autres, le cimetière n'a les moyens d'employer que quatre jardiniers et une personne affectée à la restauration des pierres tombales.

Des peintures bouddhistes dégradées par la sécheresse

■ Les sculptures et fresques bouddhistes des grottes de Mogao, à Dunhuang, dans le nord-ouest de la Chine, se dégradent petit à petit. La peinture qui recouvre ces œuvres vieilles de plusieurs siècles s'écaille en raison de la sécheresse qui règne dans la province du Gansu, bordée par le désert de Gobi au nord et celui de Taklamakan à l'ouest. La couleur de plus de la moitié des œuvres des 492 grottes a viré, sous l'effet de tempêtes de sable plus nombreuses qu'à l'ordinaire, phénomène qu'aggrave l'accroissement du tourisme et l'intensification de l'agriculture. Depuis 1989, les autorités chinoises collaborent avec l'Institut Getty pour conserver ces fresques et ces sculptures, inscrites au patrimoine mondial par l'Unesco.

Sous le marché aux puces, un temple solaire

■ Découverte archéologique d'importance, à Ein Chams, dans la banlieue du Caire. Sous le marché aux puces qui se tient chaque jeudi, un temple solaire a été découvert, un des nombreux du genre à avoir été érigés dans la région à l'époque pharaonique. Le temple, au sol recouvert de schiste vert, contient plusieurs statues en granit rose. Deux portent les traits du pharaon Ramsès II : l'une, qui pèse cinq tonnes, le représente debout. L'autre, qui mesure 1,50 m et porte des hiéroglyphes indiquant son identité, présente le pharaon de la XIX^e dynastie (XIX^e siècle av. J.-C.) assis. Le site d'Ein Chams a été construit sur l'ancienne cité d'Héliopolis, nom grec de Oun, capitale de la Basse-Égypte et centre du culte du soleil Ré.

PAROLES DE JOURNALISTES

ILS ONT PUBLIÉ LES CARICATURES

«L'islam apprend la laïcité»

Serge Faubert

Directeur de la rédaction de «France Soir»

«Nous avons décidé de publier les caricatures non sans difficultés, réfléchissant à la réaction de nos lecteurs, au risque de provocation... Mais, pour nous, il fallait insister sur la liberté d'expression. Si le phénomène prend une telle ampleur, c'est que deux débats se chevauchent. L'un, donc, sur la liberté d'expression et l'autre, sur la place de la religion dans la société. La République ne doit pas reculer mais on ne peut reprocher aux autorités religieuses de "pousser leurs pions". L'islam est dans une sorte de phase d'apprentissage de la laïcité et doit accepter l'existence d'un regard désacralisé. Les musulmans de France, même s'ils ont été choqués, prônent le débat. C'est plutôt rassurant.»

«Nous avons voulu briser l'intimidation»

Patrick Sabatier

Directeur adjoint de la rédaction de «Libération»

«La décision de publier a été difficile à prendre. Il y a eu débat au sein de la rédaction et c'est le développement de l'"affaire" qui nous a incités à le faire. Nous voulions briser un processus d'intimidation qui se rapproche de la censure religieuse. Sachant aussi qu'il fallait prendre en compte la sécurité de nos correspondants dans les pays arabes. Mais, avec la crise, le danger était déjà là... Les enjeux sont terriblement importants: la liberté de la presse, mais aussi l'influence des dogmes religieux sur le comportement d'une République laïque. Pour nous, la réponse est claire: la République ne doit pas être influencée.»

«C'est une crise politique»

Henri Tincq

Responsable des questions religieuses au «Monde»

«En donnant la parole à divers dessinateurs, Le Monde a ressenti leur inquiétude face à une liberté de création qu'ils sentent menacée. Mais nous avons aussi rappelé que toutes les religions doivent être respectées, dans le cadre de la loi qui protège la liberté de croyance, condamne le racisme et la discrimination. Il faut travailler à une conciliation harmonieuse entre création et respect des convictions. Mais je crois que les caricatures sont un prétexte: la crise est bien plus politique que religieuse. Elle exprime ce profond malaise des pays musulmans face à un Occident qu'ils estiment ne pas les aimer, ne pas les comprendre. Un Occident qui, il est vrai, se laisse parfois gagner par l'amalgame entre l'islam et son utilisation par certains à des fins politiques.»

RECUEILLI PAR JEAN-MARIE BENOIST ET EMMANUELLE GIULIANI

Télévision-Radio

DE LA CROIX

9/02



Traversée des déserts médicaux

Recherche médecin désespérément Envoyé spécial

Ce soir, 20 h 50, sur France 2

■ La petite bourgade du Pont-de-Morvert, dans les Cévennes. Voilà dix mois que les habitants cherchent un médecin. Ce soir, Denise Melingui, 32 ans, doit arriver. La mairie a consenti des avantages financiers inespérés pour la convaincre; les habitants ont retapé eux-mêmes l'ancienne trésorerie pour la transformer en cabinet. La «doctoresse», ils n'osaient même pas en rêver. Et ils l'accueillent comme une bénédiction...

Un cas qui semble une exception. À Breteuil-sur-Iton, dans l'Eure, à 11 h 15 de Paris, Jack Marescot,

56 ans, cherche désespérément un associé. S'il ne trouve personne avant la fin de l'année, il va partir. Les journées sont lourdes, trop lourdes, entre l'hôpital, les visites à domicile, un foyer pour handicapés et ses consultations, désormais uniquement sur rendez-vous. La tension nerveuse et la fatigue l'usent peu à peu; et la détresse qui envahit son regard et celui de ses patients n'est pas feinte. Plus qu'un constat, ce reportage est un cri d'alarme. Près de trois millions de Français habitent ainsi dans de véritables déserts médicaux, zones où il n'y a pas assez de généralistes, alors que dans d'autres régions ils sont en surnombre. Une disparité qui trouve son origine dans la réduction du numerus

clausus, décidée un temps par le gouvernement pour diminuer les dépenses de santé. Le retard est aujourd'hui presque impossible à combler, d'autant que les étudiants préfèrent souvent redoubler volontairement leurs examens plutôt que d'exercer dans ces lieux «reculés». Parce qu'ils veulent une vie, des loisirs. Pour eux, la médecine n'est pas une vocation: c'est un métier.

Jack Marescot finira par trouver un successeur, d'origine tunisienne, à peine plus jeune que lui. Dans la Manche, le département finance les études de Baptiste, en échange de la promesse d'y exercer dix ans. Denise semble installée pour longtemps. Quelques heures d'espoir, trop rares.

JEAN-MARIE BENOIST

Également au sommaire de l'émission: «Outreau: l'onde de choc», et «Le Hamas au féminin».

MÉDIAS Arte et le Cnes vont envoyer dans le cosmos à l'automne prochain des messages à l'intention d'éventuels extraterrestres

Pour parler aux extraterrestres, il suffit d'un clic...

Préparez vos stylos et vos appareils photo. Arte, associée à Cargo Films et au Centre national d'études spatiales (Cnes), propose à tout un chacun d'envoyer un message à d'hypothétiques formes de vie extraterrestres, par son intermédiaire. Lettres, images, films, tout est autorisé, avec une consigne: faire preuve d'imagination. À l'automne prochain, les missives les plus originales seront diffusées lors d'une émission spéciale, «Cosmic connexion», le premier programme télévisé à être aussi envoyé à nos voisins stellaires, depuis une antenne parabolique du Cnes située près de Toulouse. Le reste des messages suivra dès la fin du générique.

L'occasion? Le lancement, à l'automne 2006, du satellite européen Corot. Il a pour mission, entre autres, de repérer des exoplanètes telluriques. Autrement dit, des planètes en dehors du système solaire et qui ressemblent

à la nôtre, donc susceptibles d'abriter la vie. L'humanité a déjà envoyé des bouteilles dans la mer d'étoiles: les sondes Pioneer et Voyager. Mais

S'adresser à un E.T. qui, s'il existe, recevra l'appel dans quelques centaines d'années... ça libère!

c'est la première fois qu'un courrier d'une telle ampleur est envisagé. Autre nouveauté, l'invitation est lancée à la planète entière - enfin, celle qui dispose d'Internet, à tout le moins. Pour poster un message, il suffit de visiter le site Web de l'émission, www.cosmicconnexion.com. Plusieurs thématiques sont proposées, de «Je vous fais un portrait de moi, de nous, d'ici...» à «Sur Terre, il y a déjà beaucoup à faire...». On peut déjà lire et voter pour des textes et des poèmes, des photos et des petits films, qui vont du drôle au mélancolique, de l'existentiel à l'absurde. Chaque jour, une

personne filtre les messages postés, pour enlever ceux délibérément insultants. Sinon, la liberté de propos est totale.

D'autant que l'interlocuteur est lointain, aux confins de l'imaginaire pour certains. S'adresser à un E.T. qui, s'il existe, ne recevra pas la communication avant quelques centaines d'années, et qui même dans ce cas ne comprendra rien avant un long travail de traduction, ça libère. Au gré des auteurs, les messages oscillent entre désillusion et fierté pour l'humanité. De l'ensemble se dégage cependant l'espoir qu'ailleurs, cela va mieux qu'ici. Même si l'onde qu'enverra la parabole n'atteint pas son but, l'opération ne sera pas vaine. Elle permettra de recueillir un document inestimable: un concentré de la diversité de l'humanité au début du XXI^e siècle, comme un cliché photographique de nos aspirations et états d'âme.

JEAN-MARIE BENOIST



faire accepter à eux-mêmes leur potentiel, de retrouver leur confiance. Entreprise ardue, qui réclame de la part des professeurs un jeu subtil, entre autorité et proximité. Rickers High propose, en sus d'un cursus scolaire classique, des cours de coiffure, des ateliers de dessin, de poésie... Pour que chacun puisse essayer de trouver comment sortir du cercle vicieux de la délinquance. Durant une année,

Un collège derrière les barreaux

INFRAROUGE
«Rickers High: le collège de la dernière chance»
23h.35 sur France 2

■ La prison de Rickers Island, à New York. Un établissement pénitentiaire comme les autres, ni meilleur, ni pire. Mais, derrière les murs de la section des mineurs, existe un établissement scolaire, qui dispense des cours à près de 2000 adolescents, pour la plupart afro ou latino-américains, et délivre un diplôme équivalent au brevet. L'objectif: faire mentir les statistiques, qui veulent que trois quarts des détenus, une fois libérés, récidivent. Souvent à peine quelques semaines après. Le but de Rickers High n'est pas tant d'inculquer de force un savoir aux détenus, mais plutôt de leur

le réalisateur, Victor Buhler, a suivi plus particulièrement trois adolescents, William et André, 18 ans, et Shawn, 17 ans. C'est en grande partie grâce à eux que le film évite les clichés et les écueils du «récit de prison». Écorchés vifs aux regards brisés, ils sont d'une lucidité, parfois déchirante, sur leur situation, sur leurs espoirs. Victor Buhler sait les cadrer avec respect, sans masquer leurs qualités ni leurs défauts. La vie du collège est filmée dans la même veine, entre scènes de cantine, séances de promenade qui se transforment en récréation, et des dortoirs qui ressemblent presque à ceux d'un internat ordinaire. Mais une fouille surprise rappelle sans ménagement que Rickers est, avant tout, une prison, avec ses jeux de pouvoir, sa violence omniprésente, même si elle n'est ici qu'évoquée. Par de tels rappels, le film compense un côté parfois trop idéaliste... Seul défaut de ce documentaire: un doublage français «surjoué», au détriment de la sobriété du propos...

JEAN-MARIE BENOIST

Reportage
LA LUTTE DES ROMS POUR L'INTÉGRATION
Lundi, 17 heures, sur RCF
(rediffusé mercredi à 6 heures, vendredi à 13h.30, et dimanche à 22 heures)
■ Deuxième épisode (1) d'une série de quatre sur les Roms en Roumanie, le reportage se penche sur les atteintes aux droits des «gens du voyage». Dans un village, une école a des classes séparées pour les Roumains et les Gitans. Dans la ville voisine, il aura fallu un an et la menace d'une action en justice pour que la mairie reconstruise quatre habitations qu'elle avait détruites illégalement. Mais ces nouvelles maisons n'ont ni l'eau ni l'électricité et le terrain vague qui les abrite, à l'écart du village, est inondé chaque printemps. Le constat du reportage est mitigé: la discrimination existe encore, même si la lutte progresse de jour en jour. La Roumanie, qui bénéficie de l'aide d'associations comme Romani Criss, veut entrer dans la Communauté européenne. Elle doit, pour y prétendre, cesser ses atteintes aux droits des Roms.
JEAN-MARIE BENOIST
(1) Le premier épisode de la série, consacré au problème de l'accès à la santé, est rediffusé ce dimanche à 22 heures.

PATRIMOINE

Les premières années de «La Croix» sont en ligne

Depuis février 2005, la BNF numérise des archives de la presse française. Parmi les premiers journaux sélectionnés, «La Croix» voit ses débuts désormais librement consultables sur le Web

«**N**ous subissons une douloureuse nécessité et voulons opposer au torrent dévastateur de la mauvaise presse, l'affirmation constante de la Vérité et du Bien.» Cette déclaration d'intention est tirée du premier éditorial de *La Croix* (en tant que quotidien), le 16 juin 1883. L'intégralité du journal, depuis 1883 jusqu'à 1899, ainsi que les archives du *Temps*, de 1861 à 1870, sont maintenant consultables gratuitement en ligne sur le site de Gallica (1), la bibliothèque virtuelle de la BNF. C'est le résultat - intermédiaire - d'un projet de grande envergure lancé il y a un an (*lire La Croix du 17 février 2005*): numériser les archives de grands journaux français, pour ensuite les incorporer à la base de données de Gallica, du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale.

Cette date a été choisie parce que le paysage de la presse a été bouleversé à la Libération, mais aussi pour éviter d'entrer en concurrence avec les journaux qui proposent un accès (en général payant) à leurs archives récentes. Les prochains titres seront *L'Humanité* et *Le Figaro*, respectivement fin 2006 et fin 2006, rejoints, d'ici à 2011, par 18 autres organes de



Le premier exemplaire de *La Croix* en tant que quotidien, daté du 16 juin 1883, est visible sur Gallica, la bibliothèque virtuelle de la BNF.

presses de l'époque, accompagnés de leurs suppléments. «Les dates sont indicatives, précise Frédérique Joannic-Seta, responsable de la numérisation. Nous comptons archiver trois à quatre titres chaque année, au rythme de 500000 pages par an. Le procédé est long, et les exemplaires d'origine sont pour la plupart en bon état, mais il arrive parfois qu'un original nécessite des soins particuliers.»

La mise en ligne des premières années de *La Croix* et du *Temps* est encore sous une forme temporaire: le lien direct qui permettra d'y accéder n'existe pas encore mais il est prévu. Le fonds comprendra à terme plus de 3,2 millions de pages numérisées. Pour naviguer dans ce flot d'informations, un logiciel de recherche sera indispensable. «Sa maquette est en cours de réalisation, précise Frédérique Joannic-Seta. Nous la présenterons au Salon du livre, et nous devrions la mettre en ligne en juin 2006.» Entre autres fonctions, l'internaute disposera d'une recherche thématique, et,

plus tard, d'un «kiosque virtuel» affichant toutes les parutions d'un jour donné.

Pour l'heure, l'accès aux premiers numéros de *La Croix* et du *Temps* n'est pas aisé: pour *La Croix*, le plus simple est d'aller sur l'onglet «Recherche» et de demander à «auteur» la «Maison de la Bonne Presse». Pour *Le Temps*, pas d'autre choix que de demander *Le Temps* dans l'onglet «Recherche»... et de

«Nous comptons archiver trois à quatre titres chaque année, au rythme de 500000 pages par an.»

fouiller dans la liste qui apparaît alors. Le classement chronologique qui est ensuite proposé est un peu aride. Mais il est déjà possible de passer d'un fascicule à l'autre directement. Alors, en attendant que cette immense base de données soit disponible pour le travail, chacun peut déjà flâner, pour le plaisir de la découverte.

JEAN-MARIE BENOIST

(1) www.gallica.bnf.fr



Londres : la National Gallery pâtit des attentats La fréquentation diminue de plus de 15 %

■ Près de 750 000 visiteurs en moins par rapport à 2004. 4,2 millions de visiteurs ont foulé les salles de la National Gallery en 2005, contre 5 millions en 2004 (photo Lindsay Parnaby/EPA/SIPA). Pour la direction du musée, il n'y a aucun doute sur la raison de cette désaffection. Les attentats dans le cœur de Londres en juillet 2005 ont immédiatement fait baisser le tourisme. Cela s'est répercuté sur la fréquentation du musée, un des points de passage obligé dans la capitale anglaise.



Madrid : baisse de forme au Prado Le nombre de visiteurs passe sous les deux millions

■ Après une année 2004 riche (deux millions de visiteurs malgré les attentats en mars), le Prado a connu une légère baisse de sa fréquentation, de l'ordre de 1,75 % : 1,96 million de visiteurs ont franchi ses portes (photo Mario Fourmy/REA). Les responsables ? Les travaux d'agrandissement, dont plus personne ne veut s'aventurer à prédire la fin, et surtout la concurrence du Reina Sofia, consacré à l'art espagnol de la fin du XIX^e jusqu'à aujourd'hui, qui lui a fini son agrandissement et a connu une hausse de sa fréquentation de 10 %.



Bilbao : le Guggenheim voit la vie en rose La fréquentation augmente régulièrement

■ Encore une belle année pour le Guggenheim de Bilbao (photo Miquel Gortzaies/LAIF/REA). Près d'un million de visiteurs en 2005 (965 082 pour être précis), soit 13,5 % de mieux que l'année précédente. Il retrouve le niveau qu'il connaissait avant les attentats à Madrid en mars 2004. Le musée attire en effet surtout les étrangers (60 % des visiteurs depuis sa création). Mais il n'est toujours pas revenu au niveau de son exceptionnelle première année, en 1998 (1,3 million d'entrées).



New York : départ en fanfare pour le MoMA Une affluence record après sa réouverture

■ Poussés par la curiosité, pas moins de 2,67 millions de visiteurs ont franchi les portes d'un Museum of Modern Art de New York (photo Jason Kempin/Redux/REA) rénové et agrandi entre le 20 novembre 2004, date de sa réouverture, et le 19 novembre 2005. Cette affluence record est bien supérieure à la moyenne d'avant les travaux (commencés en mai 2002), qui était de 1,5 million de visiteurs par an ; pendant la rénovation, le MoMA, délocalisé dans le Queens, avait vu ce chiffre divisé par deux.



Sur le plateau de Terre d'infos. Le jour de l'inauguration du Salon de l'Agriculture, c'est Jacques Chirac qui a donné le coup d'envoi de la chaîne télévisée.

► La première chaîne télévisée temporaire de France émet au Salon de l'agriculture

Sur la chaîne Terre d'infos, les agriculteurs font leur télé

A l'entrée du hall 3, un plateau de 250 m² accueille les visiteurs dans un décor inhabituel au Salon international de l'agriculture: moquette rose, table ronde recouverte d'écorces, quelques gradins d'un côté. De l'autre, une mini-cuisine, dans des tons vert et jaune pastel. Et des caméras. Ici, chaque jour, sont réalisées en direct les émissions de Terre d'infos, la première chaîne temporaire de France à émettre sur le territoire national. «Cela fait cinq ans que le Plateau de l'info existe, et réalise des émissions et des documentaires que nous diffusons ensuite en province», explique Luc Guyau, président des chambres d'agriculture, à l'origine du projet.

La journée commence par l'enregistrement de deux émissions de cuisine, présentées par Éric Léautay, dont la mission est de faire un tour de la gastronomie des 22 régions de France. Les visiteurs du Salon s'arrêtent, certains prennent même des notes. Le tournage fini, l'équipe technique s'improvise un petit déjeuner: ce serait dommage de ne pas en profiter... Pendant ce temps, dans l'espace long, étroit et encombré constituant la régie, Marielle Fournier, qui présente l'émission «Bienvenue à la ferme» à 11h30, finit de préparer ses fiches avant de passer au maquillage. «À travailler ainsi sur le monde agricole, je découvre un dynamisme et une richesse qu'on ne soupçonne pas au premier abord», dit-elle en souriant.

Romain Hussenot, présentateur du JT de la chaîne, relit son conducteur avant de rejoindre, dans une petite salle rouge, le reste de l'équipe: dix étudiants de deuxième année de l'Institut pratique de journalisme (IPJ), qui terminent le montage des sujets tournés la veille ou le matin même. «Les avoir est un miracle», s'exclame Marc Hauteman, aux commandes du «Grand Journal», à 17 heures, une émission de débat sur le monde agricole. «Ils sont motivés et ont déjà de l'expérience.» Pendant le JT, on parle grippe aviaire, mais aussi concours général. De-

Une naissance tumultueuse

Le projet était en gestation depuis le mois d'août 2005. Doté d'un budget de 400 000 €, il est financé par les chambres d'agriculture et plusieurs partenaires privés, dont EDF et le Crédit agricole. C'est la société FC² qui fournit tout le matériel, et a fait les premières démarches pour obtenir les autorisations du CSA, en septembre. Celui-ci, après diverses péripéties, a fini par accorder son visa le mardi 21 février, moins d'une semaine avant le début du Salon, ce qui n'a pas facilité la communication autour de cette nouvelle chaîne. L'élaboration de la grille s'est faite avec les animateurs, dans le souci de réaliser une vraie chaîne de télévision qui fonctionne sans publicités. La première journée a été, certes, un peu chaotique, mais Terre d'infos a bénéficié d'un parrain de prestige: le coup d'envoi de la chaîne a été marqué par une intervention impromptue et en direct de Jacques Chirac, lors de sa visite traditionnelle du Salon.

vant les barrières, les étudiants de l'IPJ jaugent leur travail qui passe à l'antenne, discutent avec leur professeur et les techniciens de la régie.

Puis c'est l'heure d'«On se dit tout», qui convie une personnalité du monde agricole à venir parler de l'une de ses passions. En coulisse, Lucky, idole des enfants de «M6 Kid», prépare son ani-

La chaîne est portée par l'enthousiasme, à défaut d'un gros budget: 400 000 € tout compris pour neuf jours. Une somme qui renforce l'esprit pionnier régnant dans l'équipe.

mation de 13 heures, qui n'est pas filmée mais permet à la régie de prendre sa pause déjeuner. À l'antenne, Terre d'infos diffuse des émissions récoltées auprès de ses partenaires. Cuisine TV et Demain, mais aussi des films tirés de la cinémathèque du ministère de l'agriculture. «C'est un fonds d'une grande richesse, qui recèle de véritables

trésors jamais diffusés», s'enthousiasme Marc Hauteman.

À 14 heures, Pascal Praud et Jérémy Côme prennent le relais pour «Hors Champ», où une personnalité doit se confronter au monde agricole. Pendant ce temps, Romain Hussenot tient la conférence de rédaction quotidienne avec les étudiants de l'IPJ, qui vont sillonner les allées du Salon, plan et caméra en main; en régie, les monteurs finissent les sujets pour l'émission «Terre d'innovation», à 16 heures, coprésentée par Lucky et Jérôme Bonaldi. La chaîne est portée par l'enthousiasme, à défaut d'un gros budget: 400 000 € tout compris pour neuf jours. Une somme ridicule qui renforce encore l'esprit pionnier et collégial qui règne dans l'équipe.

15h30. L'émission «Terre de demain», qui débat des problèmes de l'emploi dans le monde agricole, attire un public de professionnels. «Ça fait plaisir d'assister à des débats sur des sujets qui ne sont jamais abordés d'habitude», résume Paul, exposant sur le Salon. Le public, lui, d'abord attiré par des visages connus, se prend au jeu. Ils sont nombreux à rester pour le «Grand Journal» de Marc Hauteman. «Je n'avais pas ressenti un tel plaisir professionnel depuis longtemps: la liberté, le sentiment qu'on est tous dans le même bateau», explique ce dernier. Participer à la naissance d'une nouvelle chaîne de télévision crée un sentiment unique. «Et l'expérience séduit. Je suis là sans mon mari, qui est malade, alors qu'il vient tous les ans», raconte Yvonne, venue de Haute-Savoie avec ses trois petits-enfants. «Mais on avait lu une dépêche dans le journal sur cette chaîne de télé, et du coup il peut quand même suivre le Salon.» Pour la prochaine émission, Yvonne s'installera dans le public, pour pouvoir lui faire un signe.

JEAN-MARIE BENOIST

Terre d'infos est diffusé sur CanalSat, canal 181, et sur Free, canal 96, de 10 heures à 18 heures, jusqu'à dimanche.

ENQUÊTE

L'Institut du monde arabe s'enlise dans les déficits

Malgré un indéniable succès public, l'Institut du monde arabe (IMA) se débat dans des difficultés financières. Leur résolution oppose aujourd'hui la direction à des représentants du personnel

L'exposition «L'Âge d'or des sciences arabes» attire 1200 visiteurs par jour, sur un sujet pourtant difficile d'accès. La performance est indéniable: au fil des ans, l'Institut du monde arabe (IMA) s'est imposé comme un lieu de culture à part dans le paysage parisien. Mieux, «il remplit pleinement sa mission de pont entre deux civilisations», remarque Yves Guéna, président de l'Institut depuis 2004. Un succès dû aussi aux autres activités: colloques, concerts et propositions pour les jeunes. Pourtant, derrière cette réussite unique, se cachent des problèmes financiers récurrents qui menacent son avenir.

«L'IMA est structurellement déficitaire. Sur les dix dernières années, son résultat est, sauf exception, compris entre moins 2 et moins 5 millions d'euros, ce qui représente 10 à 30 % de son budget», souligne un

rapport de l'Inspection générale des finances, d'octobre 2005. Ce déficit est dû à un manque d'investissement de la part des pays arabes, la constitution d'un fonds de dotation en 1996 n'ayant pas amélioré la situation (lire encadré ci-contre). De plus, les statuts initiaux de l'IMA prévoyaient que son budget (d'environ 20 millions d'euros actuellement) soit financé à 60 % par l'État français, or la subvention du ministère des affaires étrangères (8,6 millions d'euros) n'a pas bougé depuis 1990. Pour la remettre au niveau, il faudrait l'augmenter de 2,6 millions.

Yves Guéna a obtenu récemment l'accord des pays de la Ligue Arabe pour débloquer 4,5 millions d'euros du fonds de dotation pour des travaux d'entretien du bâtiment. Et il a reçu du ministère en décembre 2 millions d'euros supplémentaires, pour boucler son budget 2005. Mais pour convaincre le ministère de pérenniser cette rallonge, il en-



L'Institut du monde arabe, qui sait pourtant attirer le public par des expositions de qualité, est structurellement déficitaire.

tend «améliorer la gestion interne». Malgré cela, les charges totales de personnel «ont augmenté de 34 % entre 1995 et 2003», note l'Inspection générale des finances.

Il est question maintenant de réduire les activités. «Je ne veux pas licencier, et je ne veux pas carguer les voiles, ou alors ce n'est plus la peine d'avoir cet Institut», assure Yves Guéna. Pourtant des propositions (non chiffrées) circulent, qui vont de l'amputation d'un étage de la bibliothèque à la réduction des activités de cinéma. Des sacrifices que refuse le personnel de l'IMA. «Ce serait dénaturer l'Institut et sa particularité», explique Safi Khatib, délégué syndical de la CGT. Mais certains choix ont déjà été faits: la librairie est en train de mourir à petit feu, son budget a été redistribué vers d'autres activités et les achats de nouveaux livres ont été stoppés depuis plusieurs mois.

Autre mesure, à la fois souhaitée et redoutée par le personnel, la création d'un poste de directeur général adjoint, qui s'occuperait de la gestion administrative et de la gestion du personnel. Le recrutement est en cours. «Il n'y a jamais eu de gestion du personnel à proprement parler», explique un cadre.

La librairie est en train mourir à petit feu, son budget a été redistribué vers d'autres activités et les achats de nouveaux livres ont été stoppés depuis plusieurs mois.

d'un personnel pour qui l'IMA représente «davantage qu'un chèque à la fin du mois: c'est une mission», explique Safi Khatib. «Et celui-ci craint l'arrivée d'un technicien,

envoyé pour faire le sale boulot, et qui ne regarderait que les chiffres.»

Le manque de stabilité financière a d'autres conséquences. Il devient délicat pour la direction de l'Institut de froisser quelqu'un qui vient de lui promettre un don d'un million d'euros. Surtout sous le regard d'ambassadeurs arabes (six d'entre eux siègent, à tour de rôle, au conseil d'administration) et du Quai d'Orsay. L'Institut évolue donc sur une frontière très mince, entre liberté de propos et volonté de satisfaire ses bailleurs.

Ce qui permet en fait à l'Institut de survivre, ce sont ses résultats d'exploitation. Chose unique en France, il réalise 47 % de son budget uniquement sur ses recettes commerciales (expositions et commerces). Un succès qui n'a pas que des bons côtés. «C'est de moins en moins la culture qui guide les choix, soupire un cadre. C'est le profit. On ne peut pas se permettre de faire une mauvaise année...»

Les origines de la crise financière

■ Selon ses statuts initiaux, le financement de l'IMA devait être assuré chaque année à 60 % par l'État français, par l'intermédiaire d'une subvention du ministère des affaires étrangères, et à 40 % par les 22 pays de la Ligue Arabe. Ces derniers ne se sont pas tous acquittés de leur cotisation. Certains, comme la Libye, n'ont jamais rien versé; d'autres ont cessé de payer leur part en 1991, à cause des positions du président de l'IMA de l'époque, Camille Cabana, contre l'intervention des pays occidentaux dans la première guerre du Golfe. En 1996, Camille Cabana propose un marché aux pays arabes: verser l'intégralité des arriérés, qui seront placés dans un fonds de dotation, en échange de la suppression des subventions annuelles. Résultat: les «bons payeurs» se sont arrêtés, et les autres n'ont pas tous souscrit à l'opération. Aujourd'hui, le fonds de dotation se monte à 40 millions d'euros et dégage 1,2 million d'euros d'intérêt par an. À peine un cinquième de ce que rapportaient les contributions des pays arabes.

Dans les couloirs, les idées fusent pour résoudre les problèmes financiers de l'IMA. Toutes ont un point commun: la renégociation des statuts de l'établissement, que ce soit dans le sens du rétablissement d'une contribution annuelle des pays arabes ou d'une évolution de l'Institut en entité française, voire européenne... Mais Yves Guéna s'y oppose, affirmant qu'«il n'est pas question de revenir sur les accords passés». Du coup, les syndicats préparent le vote d'une motion de défiance envers la direction, ainsi qu'une pétition ouverte au public de l'Institut.

JEAN-MARIE BENOIST

8/03/06

Et aussi...

TOI & MOI *
de Julie Lopez-Curval

Film français, 1 h 30

■ Ariane (Julie Depardieu) écrit des romans-photos. Son inspiration, elle la trouve dans sa vie amoureuse et celle de Léna (Marion Cotillard), sa jeune demi-sœur. En embellissant quelque peu. Comédie légère, *Toi & Moi* souffre d'un rythme un peu mou, malgré des dialogues naturels et bien écrits. Heureusement, les interprètes s'en donnent à cœur joie. Julie Depardieu notamment est irrésistible en ingénue écorchée vive et fleur bleue.

JEAN-MARIE BENOIST

QUI A ASSASSINÉ LES OMBRES ?
d'Ezel Akay

Film turc, 2 h 15

■ Hachvat est un héraut déchu, qui fuit à Bursa pour sauver sa peau. Karagoz est un nomade venu suivre son destin dans la ville ottomane. Leur rencontre va sceller la naissance d'un duo de satiristes qui n'épargnera personne. Selon les propres mots d'Ezel Akay, le réalisateur, ce film est une comédie politique, invitant à réfléchir sur les rapports entre humoristes et pouvoir, et sur la place des femmes ainsi que celle de la religion. Le tout donne un film un peu fouillis.

J.-M. B.

20/03/06

EXPOSITION

Ombres savantes, ombres malicieuses à la Villette

Un parcours ludique et scientifique lève le mystère sur le monde poétique des ombres

L'OMBRE À LA PORTÉE DES ENFANTS

Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, Paris

Bienvenue chez Archibald Ombre, professeur, rêveur et passionné des... ombres. Pour emmener les enfants à la découverte de ce double mystérieux d'eux-mêmes, la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette leur propose de visiter la maison de ce personnage fictif. Pas de leçon au tableau noir. Dans la tradition des ateliers ludiques de la Cité des sciences, les plus petits se pressent ici pour manipuler, triturer, tourner, expérimenter...

À chacun de jouer sur la position de la lumière, sur la nature de la surface, sur l'objet lui-même.

Ouvrant sur un hall blanc où l'ombre du visiteur est effacée (les murs sont les sources de lumière), le «salon», comme tout le reste de la maison d'Archibald, baigne dans une demi-obscurité. Lambris au mur, parquet en chêne, aucun meuble sinon un tabouret central et quelques dispositifs vidéo présentent ici l'ombre en mouvement. Les enfants tentent d'appivoiser cette forme qui les



Dans le jardin d'Archibald Ombre. Les enfants, et leur propre ombre, font partie intégrante de l'exposition.

accompagne tous les jours, double obscur et facétieux qui s'amuse à déformer leurs traits. Assis sur une chaise, installée près d'une lumière rasante, voici un garçon soudain pourvu du nez de Cyrano! «Central

Mosaic», de Scott Snibbe, capture l'ombre de ses camarades et les juxtapose en un gracieux ballet de silhouettes.

La «chambre» ressemble à un cabinet de curiosités: détails intri-

gants, ombres de jouets dans des alcôves, marionnettes, œuvres contemporaines... Ombres à jouer, à collectionner. Un écran diffuse en boucle des extraits de films où elles jouent même un rôle à part

entière, de *La Nuit du chasseur* à *Peter Pan*.

Par un passage secret, pan de mur entrebâillé, le «laboratoire» attend les jeunes esprits inquisiteurs. Sur un grand établi, des appareils hétéroclites les invitent à tester les théories du «professeur»: «Pour faire une ombre, il faut: une source de lumière, un objet devant la lumière, et une surface sur laquelle la projeter.» À chacun de jouer sur la position de la lumière, sur la nature de la surface, sur l'objet lui-même. Dans la «cuisine», le ton se fait plus esthétique: on y module les couleurs (les ombres ne sont pas toujours noires...), façonne les formes. Cet appel à l'imaginaire se poursuit dans la «serre» et le «jardin», qui clôturent l'exposition. Ici, les jeunes regards s'ouvrent sur l'univers, avec le soleil, la lune et ses quartiers ou encore le mécanisme d'une éclipse. Là, dans la cabane du jardinier, on peut souffler un peu en écoutant des contes. Au bout du voyage, la lumière crue des halogènes réveille les pupilles. Vite, retournons jouer avec les ombres!

JEAN-MARIE BENOIST

L'exposition est particulièrement adaptée aux 5-12 ans. Tarif unique de 5,5 €. Jusqu'au 3 septembre. Rens. 01.40.05.70.00. et www.cite-sciences.fr

Fou des... colporteurs et petits commerçants, une mémoire dans la hotte

La passion de Jacques Gilibert pour les «commerces anciens» date de sa découverte, en Maine-et-Loire, d'une vieille hotte de colporteur

Difficile d'attraper Jacques Gilibert. Il circule sans cesse d'un village à l'autre sur les routes de France, au gré des invitations des maires et de son bon plaisir. Il porte une blouse bleue élimée et une grande hotte sur son dos, remplie d'un trésor grandissant d'objets anciens et artisanaux récoltés au gré de ses voyages. Ce costume, c'est celui des colporteurs que le «père Jacques», comme on l'appelle, fait revivre depuis qu'il est tombé sur une hotte du temps jadis, oubliée dans une ferme. C'était en 1995: «Elle était vide mais pour moi, elle était pleine d'une histoire. Ses propriétaires me l'ont racontée.» C'est cette histoire qu'il a ainsi reprise à son compte.

Marchands ambulants, les colporteurs ont tenu un rôle essentiel dans la vie des campagnes d'autrefois. Ils relayaient les idées, apportaient les nouvelles... Maintenant, Jacques Gilibert amasse les anecdotes et les souvenirs, sous forme de papier ou de pellicule, pour nourrir ses livres (notamment *Les Carnets du père Jacques, contes, textes et croquis de voyage d'un colporteur*) et un film qu'il a commencé il y a quatre ans.

Né dans le Maine-et-Loire, il a vu fermer ou disparaître progressive-

ment les petits commerces, surtout les épiceries: véritables centres de la vie sociale du village, souvent tenues par des femmes. «Ce qui m'a le plus déchiré, ce sont leurs témoignages. Après avoir fermé boutique, elles pouvaient voir leurs voisins qui allaient faire leurs courses au supermarché,

changer de trottoir au moment de passer devant l'épicerie close, comme si elles craignaient qu'elles les reconnaissent.»

Ces marchands ambulants ont tenu un rôle essentiel dans la vie des campagnes d'autrefois. Ils relayaient les idées, apportaient les nouvelles...

Installé à Doué-la-Fontaine, Jacques Gilibert y a créé le Musée des commerces anciens (2). Il y propose au visiteur de se promener au fil des rues marchandes du siècle dernier, qu'il a entièrement reconstituées dans le bâtiment: on entre dans les échoppes, passe de la mercerie au sabotier, admire les objets dans les étalages, s'arrête sur les affiches Dubonnet et autres réclames.

Notre homme est aussi à l'origine des Remontées du sel de la Loire, qui font revivre pendant une semaine l'époque de la gabelle sur le fleuve, quand les bateaux étaient au cœur du système marchand. Cette manifestation bisannuelle permet aux villes adjacentes de

mettre en valeur les produits de leurs terroirs. Car, s'il aime le passé, le père Jacques ne néglige ni le présent ni l'avenir. Il a pour souci constant de mettre en contact les anciennes et les nouvelles générations. «On a une double chance aujourd'hui, des personnes âgées en meilleure santé et des jeunes qui s'intéressent aux racines. C'est une opportunité sans pareille pour sauver de l'oubli des valeurs et un savoir-faire, créer un lien entre les générations. C'était le rôle du colporteur...»

JEAN-MARIE BENOIST

(1) Musée des commerces anciens, Doué-la-Fontaine, dans le Maine-et-Loire. Rens.: 02.41.59.28.23.

(2) Site Internet: www.valdeloire.org



Jacques Gilibert, avec sa blouse élimée et sa hotte remplie, circule de ville en ville au bon gré des invitations.